

Mali: Hollande redoute "l'installation de groupes terroristes" dans le nord

PARIS — Le président François Hollande a dit lundi redouter l'installation de "groupes terroristes" dans le nord du Mali, actuellement aux mains de forces touaregs et islamistes, et réaffirmé le soutien de la France à une éventuelle opération militaire africaine pour les déloger.

"Il y a une menace d'installation de groupes terroristes au nord-Mali (...), il y a une intervention extérieure qui déstabilise le Mali et qui installe des groupes dont la vocation est une intervention qui va bien au-delà du Mali, en Afrique et peut-être au-delà", a déclaré M. Hollande à l'issue d'un entretien avec le président nigérien Mahamadou Issoufou.

"Cette menace existe, c'est aux Africains de la conjurer, à eux de décider. La Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) en est à la fois l'instrument juridique et l'instrument éventuellement militaire", a poursuivi le chef de l'Etat français devant la presse.

"Aux Africains de saisir le Conseil de sécurité (de l'ONU). Nous, nous appuierons la résolution qui sera présentée par la Cédéao. Si une intervention est décidée, c'est aux Africains de la mener, la France comme d'autres puissances se mettant au service des Nations unies", a dit M. Hollande, confirmant implicitement son accord à un soutien logistique français.

Devant la presse, le président nigérien a confirmé les informations faisant état de la présence de "jihadistes afghans, pakistanais, en tout cas étrangers au Mali qui entraîneraient des groupes terroristes".

"Je confirme cette information (...), la situation est préoccupante, il s'agit d'une menace non seulement pour la sous-région mais aussi pour le monde", a précisé M. Issoufou, plaidant pour une "réponse internationale".

Le chef de l'Etat nigérien a confirmé aussi que les pays africains (Cédéao et/ou Union africaine) se préparaient à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU d'un projet de résolution sur la situation dans le nord du Mali.

A la faveur du coup d'Etat militaire qui a renversé le 22 mars dernier le président Amadou Toumani Touré à Bamako, cette immense région désertique est contrôlée depuis plus de deux mois par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg) et surtout le mouvement islamiste Ansar Dine et son allié jihadiste d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

"Si on peut trouver une solution négociée, tant mieux, si on ne peut pas (...), nous serons obligés de recourir à la guerre avec pour objectif de restaurer la démocratie au Mali et de restaurer l'intégrité territoriale au Mali", a répété M. Issoufou lundi. "Nous sommes en train de nous préparer, le temps que ça prendra, je ne peux pas vous dire", a-t-il ajouté.

Lors de leur entretien, MM. Hollande et Issoufou ont également évoqué la situation des six otages français détenus au sahel par Aqmi.

Le président nigérien a confirmé que, selon les informations disponibles, ils étaient "vivants et en bonne santé". "Nous cherchons les conditions de leur libération, des initiatives sont en cours", a-t-il ajouté. "Je fais confiance aux autorités nigériennes pour agir de façon à ce qu'il y ait une libération aussi rapide que possible", s'est borné à indiquer son hôte français.